

JIJEL

L'hôpital de Taher souffre d'insuffisances

Construit en préfabriqué au milieu des années 1980, l'établissement public hospitalier Saïd-Medoub de Taher souffre d'un certain nombre d'insuffisances qui constituent des entraves majeures pour son bon fonctionnement.

Dans un rapport, la commission de la santé relevant de l'Assemblée populaire de wilaya a fait un constat critique sur la réalité de cet établissement hospitalier.

La commission a déploré le déficit dont souffre l'hôpital en médecins spécialistes et en paramédicaux, ce qui pénalise lourdement les malades au sein de cet établissement dont le services des urgences est constamment en chantier.

Le rapport a soulevé par ailleurs le problème de l'insécurité, notamment durant la nuit, au niveau du service des urgences. Un médecin nous a affirmé que certains de ses collègues ont été agressés par des truands et des accompagnateurs de malades.

La commission de la santé a également fustigé le

manque de scanner et d'une table orthopédique ainsi que la vétusté du matériel médical existant. Un état du fait qui se répercute sensiblement sur le rendement du staff médical qui, faute d'un équipement médical suffisant, est contraint

d'évacuer les malades vers l'hôpital Mohamed-Sedik-Ben-Yahia ou le CHU de Constantine avec tous les risques encourus.

Des malades qui attendent d'être opérés depuis plusieurs mois n'ont pas manqué de s'interroger sur le fonctionnement «énigmatique» du bloc opératoire dont la mise en œuvre obéit, selon eux, à des

considérations... douteuses. Il convient de signaler que l'eau potable est une denrée rare au sein de cet établissement dont la «durée de vie» est expirée, selon certains.

Une pénurie qui accentue davantage le calvaire des malades qui ne cessent d'attirer vainement l'attention des services concernés.

B. Inès

L'absentéisme dans le secteur de l'éducation, un phénomène qui prend de l'ampleur

Le directeur de l'éducation a affirmé, en marge de la session de l'APW, mercredi, que son secteur est confronté au problème de l'absentéisme et des congés de maladie.

Il a souligné que ses services ont fait état durant le mois d'octobre dernier de 232 congés de maladie de plus de 7 jours d'absence : 115 au palier moyen, 76 au primai-

re et 41 au secondaire. Le directeur a estimé que ces absences pénalisent lourdement le fonctionnement des établissements scolaires et ont des répercussions sur le rendement des élèves, car elles obligent à recourir à des suppléants moins expérimentés.

B. I.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'APC DE BOUIRA

La ville croule sous les ordures

Les amas d'ordures ménagères s'entassent sur les trottoirs. Ce décor, qui indispose plus d'un, est, selon M. Mezine, SG de la section syndicale des travailleurs de l'APC de Bouira, affiliée à l'UGTA, un mal nécessaire, puisque les quatre revendications des travailleurs ont été portées à l'attention des autorités de la wilaya depuis plusieurs semaines mais sans résultat.

Ces revendications portent essentiellement, selon notre interlocuteur, sur la prime de panier qui a été subitement supprimée aux travailleurs vacataires au nombre de 250 ; l'APC de Bouira compte 800 employés. La suppression de cette prime de l'ordre de 3 375 DA, sans aucune explication, est très mal ressentie par ces travailleurs dont les salaires sont loin

de répondre aux besoins de la vie quotidienne. En outre, d'autres points ont été également soulevés. Ils portent sur le sort des 230 logements sociaux participatifs inscrits en 2003 et dont la réalisation n'a jamais été lancée, les logements de fonction qui n'ont bénéficié à aucun fonctionnaire de l'APC alors que la wilaya avait acheté 735 logements dont près de la moitié au niveau du chef-lieu de wilaya et, enfin, l'instabilité de certains services de l'APC comme ceux des réseaux et des travaux neufs qui se voient «baladés» d'un endroit à l'autre au gré des humeurs des responsables de la wilaya, et ce, sans que les élus de l'APC lèvent le petit doigt. Ce sont là les quatre revendications de ces travailleurs qui ont répondu

massivement, hier, au mot d'ordre de grève, paralysant tous les services, à l'exception du bureau d'enregistrement des naissances et décès, au niveau des services d'état civil ainsi que le ramassage des ordures au niveau de l'hôpital, de la pouponnière et la prison.

Hier, dans l'après-midi, le secrétaire général de la section syndicale nous dira que pendant la journée, aucun responsable ne s'est manifesté pour essayer de trouver une issue pour mettre fin à cette grève. Pendant ce temps, les ordures ménagères s'amoncellent sur les trottoirs et dans les quartiers avec tous les désagréments que cela entraîne, notamment les mauvaises odeurs.

Y. Y.

ORAN

Le chocolat, l'incontestable invité de la fête

Durant la période des fêtes de fin d'année, le chocolat était présent partout sur les étalages des grandes et petites surfaces sous forme de boîtes, barres et autres truffes, de tous les goûts et de tous les prix.

Durant l'année, beaucoup préfèrent le déguster en solitaire surtout dans les moments de déprime et de stress. Néanmoins, ceux qui l'associent à la fête le partagent volontiers avec la famille et les amis, car il devient un plaisir partagé. Les Oranais n'ont pas dérogé à cette délicieuse règle en cette fin d'année où ils ont accueilli l'année 2011 avec une variété riche : du noir, au lait, blanc, aux noisettes, au riz soufflé, fourré, à boire, en bonbons ou en tablettes, il y a presque autant de chocolat que de gourmands ! Outre les pâtisseries et autres confiseries que l'on consomme énormément

durant ces fêtes de fin d'année, le chocolat commence à prendre une place importante dans le choix du consommateur. Certains n'hésitent pas à en offrir durant cette période d'autant que le choix est assez varié grâce à l'importation. Outre les protéines, glucides et lipides, le chocolat contient des vitamines et surtout de nombreux minéraux.

C'est justement ce «cocktail» minéral indispensable à l'organisme qui explique ses effets énergisants et justifie sa réputation d'antistress. Selon des commerçants de grandes surfaces, la hausse de la demande commence à se faire sentir dès novembre et

s'étale jusqu'à fin janvier. «La demande pour le chocolat devient plus pressante la dernière semaine du mois de décembre. La veille, nous avons intérêt d'avoir des stocks suffisants, car nous épuisons des quantités considérables, et ce, en quelques heures seulement après l'ouverture de nos magasins», nous dira un commerçant.

Les prix affichés ne sont pas souvent à la portée de tous, mais quand on aime on ne compte pas, surtout en période de fête où tous les excès «sont permis», nous dira un autre. Il ajoute : «Détrompez-vous, la plupart de nos clients friands de chocolat sont des adultes qui n'hésitent pas à dépenser jusqu'à 2 000 DA pour l'achat de boîtes de chocolat. Même

ceux qui ne sont pas fans de chocolat sont tentés en voyant les emballages festifs des boîtes et autres tablettes de chocolat.»

Les publicités consacrées aux différentes variétés de chocolat, réalisés dans un habillage de circonstance pour fêter la nouvelle année, diffusés en boucle sur les chaînes de télévision, contribuent énormément à «doper» l'envie de consommer du chocolat. D'où cette fièvre délicieusement effrénée à l'acheter en cette période de fête.

Les «accros» au chocolat savent qu'outre le fait de procurer du plaisir, le chocolat est un aliment bon pour notre corps et pour notre moral... en le consommant avec modération, bien sûr !

Amel B.

TIARET

Flambée des prix des légumes

C'est une surprise de taille que les marchands de légumes ont réservé aux Tiaretis en ces premiers jours du nouvel an comme pour leur signifier les prémices d'une année de toutes les flambées. Une virée à travers des commerces de la ville nous a suffi pour confirmer cette hausse soudaine mais surtout vertigineuse des prix de certains légumes au grand dam du citoyen qui n'arrive plus à quel saint se vouer.

Si l'inévitable pomme de terre est cédée à 40 DA et l'oignon à 50 DA, le haricot vert est à 300 DA, l'artichaut à 120 DA, le concombre est vendu quant à lui 100 DA le kilo sans oublier la tomate qui ne fait pas exception à la règle, car jugée elle aussi hors de portée. Interrogés, les commerçants se disent «innocents» et justifient cette flambée par les prix du marché de gros de fruits et légumes, lequel est soumis à la loi des mandataires, nous dit-on, bref un cercle resté fermé en l'absence de contrôle rigoureux.

De son côté, l'association de wilaya pour la défense et la protection du consommateur ne compte pas rester les bras croisés face au diktat de ces commerçants, si l'on se réfère aux propos de son président décidé plus que jamais à dénoncer la situation auprès des instances concernées.

Mourad Benameur

TISSEMSILT

L'agence foncière sort de son hibernation

Les autorités de la wilaya semblent enfin prendre le taureau par les cornes en dépoussiérant le dossier de l'agence foncière, une institution qui a beaucoup fait parler d'elle en matière de gestion du foncier à travers la wilaya de Tissemsilt.

C'est ce qui ressort de la décision du wali lors de l'ultime session de l'année 2010 de l'APW tenue lundi et mardi, puisque le conseil d'administration de l'agence se réunira le 13 janvier prochain.

Rappelons que cette agence traîne derrière elle une gestion catastrophique depuis plus de quinze ans avec des attributions de terrains défiant toute logique, si bien que plus de 400 cas litigieux sont toujours entre les mains de la justice, plusieurs bénéficiaires s'étant vu attribuer le même lot. Cette situation rocambolesque se retrouve dans plusieurs autres communes. Il faut ajouter à cela des fonctionnaires non payés depuis des mois et d'autres charges sociales non encore régularisées. Le conseil d'administration aura d'abord à faire un diagnostic qui se présente comme peu reluisant avant de faire appel à un directeur compétent capable de relever le défi.

Ali Benmoussa